

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203841]

**23 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions d'octroi du supplément d'allocations familiales en faveur d'un enfant atteint d'un handicap en exécution de l'article 16 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20;

Vu la loi générale relative aux allocations familiales du 19 décembre 1939, les articles 47 et 63;

Vu le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, l'article 16;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1<sup>er</sup> octobre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 octobre 2018;

Vu l'avis du Comité « Familles » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, rendu le 23 octobre 2018;

Vu le rapport du 28 septembre 2018 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis 65.119/2 du Conseil d'État, donné le 31 janvier 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> le décret du 8 février 2018 : le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales;

2<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre qui a les prestations familiales dans ses attributions;

3<sup>o</sup> le médecin évaluateur : le médecin désigné par l'autorité compétente en la matière, chargé d'évaluer les conséquences de l'affection visées à l'article 16 du décret du 8 février 2018;

4<sup>o</sup> la caisse : une caisse privée d'allocations familiales agréée en vertu de l'article 56 du décret du 8 février 2018 ou la Caisse publique wallonne d'allocations familiales instituée en vertu de l'article 23 du décret du 8 février 2018;

5<sup>o</sup> le demandeur : les parents, le représentant légal ou l'allocataire des allocations familiales; en cas de placement de l'enfant en institution, un représentant de ladite institution peut également avoir la qualité de demandeur;

6<sup>o</sup> la loi générale : la loi générale relative aux allocations familiales du 19 décembre 1939.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** La gravité et les conséquences de l'affection de l'enfant, visées à l'article 16 du décret et aux articles 47 et 63 de la loi générale, se composent des piliers suivants :

1<sup>o</sup> le pilier 1 a trait aux conséquences de l'affection sur le plan de l'incapacité physique ou mentale de l'enfant;

2<sup>o</sup> le pilier 2 a trait aux conséquences de l'affection sur le plan de l'activité et la participation de l'enfant;

3<sup>o</sup> le pilier 3 a trait aux conséquences de l'affection pour l'entourage familial de l'enfant.

§ 2. Les conséquences visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont constatées à l'aide de l'échelle médico-sociale figurant dans l'annexe.

L'incapacité physique ou mentale de l'enfant, visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, est évaluée par l'attribution de points de la manière suivante, en fonction du pourcentage d'incapacité physique ou mentale de l'enfant, constatée conformément à l'article 4 :

| Pourcentage d'incapacité | Points |
|--------------------------|--------|
| 0 à 24                   | 0      |
| 25 à 49                  | 1      |
| 50 à 65                  | 2      |
| 66 à 79                  | 4      |
| 80 à 100                 | 6      |

L'activité et la participation, visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, comprennent les catégories fonctionnelles suivantes, le cas échéant, subdivisées en sous-catégories, évaluées par l'attribution de points en fonction des critères gradués suivants, qui sont énoncés dans l'annexe :

1<sup>o</sup> l'apprentissage, l'éducation et l'intégration sociale;

2<sup>o</sup> la communication;

3<sup>o</sup> la mobilité et le déplacement;

4<sup>o</sup> les soins corporels.

Pour la totalisation des points du pilier 2, le nombre de points le plus élevé, attribué dans chacune des quatre catégories fonctionnelles, est totalisé. Pour ce pilier, le nombre maximum de points s'élève à 12.

Le pilier 3 comprend les catégories suivantes qui sont, le cas échéant, subdivisées en sous-catégories et dont les points sont attribués en fonction des critères gradués suivants, qui sont énoncés dans l'annexe :

1<sup>o</sup> le traitement dispensé à domicile;

2<sup>o</sup> le déplacement pour surveillance médicale et traitement;

3<sup>o</sup> l'adaptation du milieu de vie et des habitudes de vie.

Pour la totalisation des points du pilier 3, le nombre de points le plus élevé, attribué dans chacune des trois catégories, est totalisé et le nombre de points ainsi obtenu est multiplié par deux. Pour ce pilier, le nombre maximum de points, après multiplication par deux, s'élève à dix-huit.

Le résultat final de la constatation des conséquences de l'affection de l'enfant s'obtient par l'addition des points totalisés pour chaque pilier et s'élève à trente-six points au maximum.

§ 3. Pour l'application de l'article 16 du décret du 8 février 2018 et des articles 47 et 63 de la loi générale, les conséquences de l'affection de l'enfant sont prises en considération lorsque ce dernier obtient soit :

- 1° une évaluation finale, visée au paragraphe 2, alinéa 7, de six points minimum;
- 2° une évaluation de l'incapacité physique ou mentale, visée au paragraphe 2, alinéa 2, de quatre points minimum.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** L'incapacité physique ou mentale de l'enfant, visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1°, du présent arrêté, est constatée selon soit :

- 1° la " Liste des affections pédiatriques ", dénommée ci-après « la liste », correspondant à l'annexe 2 de l'arrêté royal du 28 Mars 2003 modifié par l'arrêté royal 2009-02-12/40, article 2, 005;
- 2° le " Barème officiel belge des invalidités ", dénommé ci-après « le barème », approuvé par l'arrêté du Régent du 12 février 1946, à l'exception de la préface.

La liste contient une énumération limitative d'affections. Le Ministre peut la compléter.

Le barème est utilisé pour toutes les affections ou fonctions qui ne sont pas reprises dans la liste, ainsi que pour les affections de la liste qui font référence à un article de ce barème.

Lors de l'évaluation, la liste est utilisée en priorité par rapport au barème; les critères et pourcentages d'incapacité mentionnant certains numéros de la liste sont appliqués impérativement.

§ 2. La liste et le barème sont utilisés conformément aux alinéas 2 à 4.

En cas d'incapacités multiples, le pourcentage global d'incapacité est calculé de la manière suivante. Si aucune des affections partielles n'entraîne une incapacité totale, le pourcentage d'incapacité est attribué entièrement pour l'affection la plus grave et, pour chacune des affections supplémentaires, il est calculé proportionnellement à la validité restante. A cet effet, les diverses affections sont rangées dans l'ordre décroissant de leur pourcentage réel d'incapacité. Ce mode de calcul est applicable uniquement si les affections partielles affectent des membres ou des fonctions différentes.

Un mode d'évaluation rationnelle est utilisé si un membre ou une fonction est atteint par des lésions multiples et lorsque le calcul visé à l'alinéa 2 conduit à un pourcentage plus élevé que la perte totale du membre ou de la fonction concernée, le pourcentage d'incapacité ne peut pas dépasser le pourcentage prévu pour la perte totale de ce membre ou cette fonction.

La liste et le barème sont impératifs ou indicatifs selon qu'ils indiquent un pourcentage fixe ou qu'ils laissent une marge dans l'évaluation. Toutefois, dans ce dernier cas, ils restent impératifs pour les pourcentages minima et maxima.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Les suppléments visés à l'article 16 du décret du 8 février 2018 et aux articles 47 et 63 de la loi générale, sont accordés aux conditions suivantes :

- 1° l'enfant remplit les conditions d'octroi prévues par ou en vertu des articles 5, § 2, et 16 du décret du 8 février 2018 ou aux conditions d'octroi prévues aux articles 47 et 63 de la loi générale;
- 2° les conséquences de l'affection visées à l'article 3, § 3, ont débuté avant que l'enfant ait cessé d'être bénéficiaire d'allocations familiales parce qu'il a atteint la limite d'âge fixée par ou en vertu du décret du 8 février 2018 ou de la loi générale.

§ 2. Les suppléments visés à l'article 16 du décret du 8 février 2018 et à l'article 47 de la loi générale, sont octroyés en fonction de la gravité des conséquences de l'affection.

Lorsque l'évaluation finale, visée à l'article 3, § 2, alinéa 7, est de six points minima, les montants suivants, visés à l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° à 7°, du décret du 8 février 2018, sont octroyés :

- a) 109,70 euros pour une évaluation finale de six points minimum et huit points maximum;
- b) 255,99 euros pour une évaluation finale de neuf points minimum et onze points maximum;
- c) 422,56 euros pour une évaluation finale de douze points minimum et quatorze points maximum;
- d) 480,48 euros pour une évaluation finale de quinze points minimum et dix points maximum;
- e) 514,80 euros pour une évaluation finale de dix-huit points minimum et vingt points maximum;
- f) 549,12 euros pour une évaluation finale de plus de vingt points.

Par dérogation à l'alinéa 2, le montant de 82,37 euros, visé à l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du décret du 8 février 2018, est octroyé lorsque l'incapacité physique ou mentale de l'enfant est évaluée à quatre points minimum, conformément à l'article 3, § 2, alinéa 2, et que l'évaluation finale visée à l'article 3, § 2, alinéa 7, est inférieure à six points.

Par dérogation aux alinéas 2 et 3, le montant de 422,56 euros, visé à l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du décret du 8 février 2018 est octroyé lorsque :

- 1° l'incapacité physique ou mentale de l'enfant est évaluée à quatre points minimum, conformément à l'article 3, § 2, alinéa 2, et que;
- 2° l'évaluation finale, visée à l'article 3, § 2, alinéa 7, est de six points minima et onze points maxima.

Les montants visés aux alinéas 2 à 4 sont rattachés à l'indice-pivot 103,04 (base 2013=100), tel que prévu par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Les mêmes suppléments sont octroyés aux mêmes conditions en vertu des articles 47 et 63 de la loi générale.

**Art. 6.** Les demandes de suppléments visés à l'article 16 du décret du 8 février 2018 et aux articles 47 et 63 de la loi générale sont introduites auprès de la caisse compétente.

La caisse examine si toutes les conditions d'octroi, à l'exception de celles concernant l'incapacité physique ou mentale et les conséquences de l'affection, sont remplies.

La caisse transmet par voie électronique au service désigné par le Ministre, qui en accuse réception, une demande d'évaluation des conséquences de l'affection de l'enfant.

**Art. 7.** Les conséquences de l'affection visées à l'article 16 du décret du 8 février 2018 et aux articles 47 et 63 de la loi générale, sont évaluées par un médecin évaluateur.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Le médecin évaluateur sollicite auprès du demandeur ou du médecin de l'enfant les informations et rapports médicaux, sociaux et autres, qu'il estime nécessaires.

Pour prendre sa décision, le médecin évaluateur tient compte :

- 1° de ses constatations médicales;
- 2° des rapports médicaux, sociaux et autres qui lui ont été transmis;
- 3° des entretiens qu'il a eus avec l'enfant et les personnes qui connaissent la situation de l'enfant.

Lorsque le demandeur n'envoie pas dans les trente jours les documents ou les informations demandées, le médecin évaluateur envoie un rappel.

§ 2. En vue de prendre une décision, une invitation à un examen de l'enfant est envoyée au demandeur. S'il ne se présente pas à l'examen, une deuxième invitation est envoyée. S'il ne se présente toujours pas malgré la deuxième invitation, le médecin évaluateur prend une décision sur base des éléments figurant au dossier.

Si le médecin ne dispose pas d'éléments suffisants pour pouvoir prendre une décision au sujet du dossier, il le fait savoir à la caisse compétente. Celle-ci décide que l'enfant n'a pas droit aux allocations familiales dans le cadre de l'article 16 du décret du 8 février 2018 ou des articles 47 et 63 de la loi générale.

Lorsque l'enfant ne peut pas se déplacer pour des raisons de santé, l'examen est effectué sur place.

Les parents ou le représentant légal de l'enfant et l'enfant peuvent se faire accompagner, lors de l'examen, par une personne de confiance, visée par la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient.

§ 3. Le résultat de l'évaluation est communiqué à la caisse par voie électronique dans les nonante jours suivant la réception de la demande visée à l'article 6 par le médecin évaluateur.

**Art. 9.** Par dérogation à l'article 8, §§ 1<sup>er</sup> et 2, le médecin évaluateur peut prendre une décision uniquement sur la base des éléments figurant au dossier dans les cas suivants :

1° la demande concerne un enfant atteint d'une affection qui menace son pronostic vital à court terme;

2° la demande est une demande en révision, visée à l'article 10.

**Art. 10.** Les bénéficiaires du supplément d'allocations familiales en vertu de l'article 16 du décret du 8 février 2018 ou des articles 47 et 63 de la loi générale, peuvent introduire une demande en révision auprès de la caisse compétente. La révision peut aussi être effectuée à l'initiative du médecin évaluateur.

La demande en révision implique une nouvelle évaluation des conséquences de l'affection de l'enfant.

Lorsque la nouvelle évaluation aboutit à un résultat différent de la précédente, la caisse compétente prend une décision de paiement de la différence chaque fois qu'un montant plus élevé peut être payé.

**Art. 11.** Une nouvelle évaluation des conséquences de l'affection de l'enfant a lieu d'office lorsque la décision prise par le médecin évaluateur arrive à échéance. En vue de ce réexamen, le médecin évaluateur sollicite auprès du demandeur ou du médecin de l'enfant les informations et rapports médicaux, sociaux et autres, qu'il estime nécessaires au moins six mois avant l'échéance de la décision.

La décision consécutive à la révision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> produit ses effets le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la date d'échéance de la décision antérieure survient.

**Art. 12.** Les demandes en révision visées à l'article 10 sont instruites conformément aux articles 6, 7, 8 et 9.

**Art. 13.** Les révisions d'office visées à l'article 11 sont instruites conformément aux 7 et 8, §§ 1<sup>er</sup> et 2.

**Art. 14.** Le présent arrêté produit ses effets :

- le 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour les enfants nés jusqu'au 31 décembre 2019;

- le 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour les enfants nés à partir de cette date.

**Art. 15.** Le Ministre qui a les Prestations familiales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Namur, le 23 mai 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203841]

**23 MEI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van de toeslag op de kinderbijslag ten gunste van een kind met een handicap ter uitvoering van artikel 16 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet de algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939, de artikelen 47 en 63;

Gelet op het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, artikel 16;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 oktober 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 oktober 2018;

Gelet op het advies van het Comité "Gezinnen" van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), uitgebracht op 23 oktober 2018;

Gelet op het rapport opgesteld op 28 september 2018 overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op advies 65.119/2 van de Raad van State, uitgebracht op 31 januari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet van 8 februari 2018 : het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen;

2° de Minister : de Minister die voor de Gezinsbijslagen bevoegd is;

3° de evaluerende arts : de door de bevoegde overheid aangewezen arts die belast is met de evaluatie van de gevolgen van de aandoening bedoeld in artikel 16 van het decreet van 8 februari 2018

4° het fonds : een privé-kinderbijslagfonds dat erkend is krachtens artikel 56 van het decreet van 8 februari 2018 of het "Caisse publique wallonne d'allocations familiales" (Waals Openbaar Kinderbijslagfonds) ingesteld krachtens artikel 23 van het decreet van 8 februari 2018;

5° de aanvrager : de ouders, de wettelijke vertegenwoordiger of de bijslagtrekkende van de kinderbijslag; in geval van plaatsing van het kind in een instelling, kan een vertegenwoordiger van die instelling ook de aanvrager zijn;

6° de algemene wet : de algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939.

**Art. 3.** § 1. De ernst en de gevolgen van de handicap van het kind, bedoeld in artikel 16 van het decreet en de artikelen 47 en 63 van de algemene wet, zijn samengesteld uit de volgende pijlers :

1° pijler 1 heeft betrekking op de gevolgen van de aandoening voor de lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van het kind;

2° pijler 2 heeft betrekking op de gevolgen van de aandoening voor de activiteit en de participatie van het kind;

3° pijler 3 heeft betrekking op de gevolgen van de aandoening voor de gezinsomgeving van het kind.

§ 2. De in lid 1 bedoelde gevolgen worden bepaald aan de hand van de in de bijlage opgenomen medisch-sociale schaal.

De in lid 1, punt 1, bedoelde lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van het kind wordt beoordeeld door de toekenning van punten als volgt, naar gelang van het percentage van de lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van het kind, vastgesteld overeenkomstig artikel 4 :

| Percentage van de handicap | Punten |
|----------------------------|--------|
| 0 tot 24                   | 0      |
| 25 tot 49                  | 1      |
| 50 tot 65                  | 2      |
| 66 tot 79                  | 4      |
| 80 tot 100                 | 6      |

De activiteit en de participatie bedoeld in lid 1, 2°, omvatten de volgende functionele categorieën, in voorkomend geval, onderverdeeld in subcategorieën, die worden geëvalueerd door het toekennen van punten volgens de volgende graduele criteria, die in de bijlage zijn vermeld :

1° leren, opleiding en sociale integratie;

2° communicatie;

3° mobiliteit en de verplaatsing;

4° zelfverzorging.

Voor de totalisatie van de punten van pijler 2 wordt het hoogste aantal punten, toegekend in elk van de vier functionele categorieën, samengeteld. Voor deze pijler is het maximale aantal punten 12.

Pijler 3 omvat de volgende categorieën, die in voorkomend geval in subcategorieën zijn onderverdeeld en waarvan de punten worden toegekend volgens de volgende graduele criteria, die in de bijlage zijn opgenomen :

1° opvolging van de behandeling thuis;

2° verplaatsing voor medisch toezicht en behandeling;

3° aanpassing van het leefmilieu en leefwijze.

Voor de totalisatie van de punten in pijler 3 wordt het hoogste aantal punten, toegekend binnen elk van de drie categorieën, samengeteld en wordt het aldus berekende aantal punten vermenigvuldigd met twee. Voor deze pijler bedraagt het maximum aantal punten, na vermenigvuldiging met twee, achttien.

Het eindresultaat van de vaststelling van de gevolgen van de aandoening wordt bekomen door samentelling van de getotaliseerde punten van elke pijler en bedraagt maximaal zesendertig punten.

§ 3. Voor de toepassing van artikel 16 van het decreet van 8 februari 2018 en de artikelen 47 en 63 van de algemene wet worden de gevolgen van de aandoening van het kind in aanmerking genomen wanneer het kind hetzij :

1° een evalueerbaarheid bedoeld in paragraaf 2, zevende lid, van ten minste zes punten behaalt;

2° een evaluatie van de lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, van ten minste vier punten behaalt.

**Art. 4.** § 1. De lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van het kind, bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, van dit besluit wordt vastgesteld :

1° aan de hand van de "Lijst van pediatrie aandoeningen" hierna "de lijst" genoemd, die overeenstemt met bijlage 2 van het koninklijk besluit van 28 maart 2003, gewijzigd bij het koninklijk besluit 2009-02-12/40, artikel 2, 005;

2° aan de hand van de "Officiële Belgische Schaal ter bepaling van de graad van invaliditeit" hierna "de schaal" genoemd, goedgekeurd bij het Regentbesluit van 12 februari 1946, met uitzondering van het voorwoord.

De lijst bevat een limitatieve opsomming van aandoeningen. De Minister kan ze aanvullen.

De schaal wordt aangewend voor alle aandoeningen of functies die niet in de lijst zijn opgenomen, alsook voor die aandoeningen van de lijst die verwijzen naar een artikel van deze Schaal.

Bij de evaluatie heeft de lijst voorrang op het gebruik van de schaal; dit betekent dat de criteria en de ongeschiktheidpercentages die sommige nummers van de lijst vermelden, imperatief moeten opgevolgd worden.

§ 2. De lijst en de schaal worden gebruikt overeenkomstig de leden 2 tot 4.

In geval van meervoudige ongeschiktheid wordt het globale ongeschiktheidpercentage berekend op de volgende wijze. In het geval waarbij geen enkele van de gedeeltelijke aandoeningen een totale ongeschiktheid met zich meebrengt, wordt het ongeschiktheidpercentage volledig toegekend voor de zwaarste aandoening en voor elk van de bijkomende aandoeningen wordt het proportioneel berekend volgens de overblijvende geschiktheid. De verscheidene aandoeningen worden daartoe gerangschikt in dalend orde van het werkelijk ongeschiktheidpercentage. Deze berekeningswijze wordt slechts toegepast wanneer de gedeeltelijke aandoeningen verschillende ledematen of functies aantasten.

Een rationale ramingswijze wordt toegepast indien één lidmaat of functie aangetast is door verschillende ongeschiktheden en wanneer de berekening bedoeld in lid 2 tot een hoger percentage leidt dan het totale verlies van het betrokken lidmaat of de functie : het ongeschiktheidpercentage kan het percentage voorzien voor het totaal verlies van het desbetreffende lidmaat of functie nooit overschrijden.

De lijst en de schaal zijn bindend of indicatief naargelang zij een vast percentage aanduiden dan wel ruimte laten bij de evaluatie. Nochtans blijven zij in dit laatste geval bindend voor de minimale en maximale percentages.

**Art. 5.** § 1. De toelagen bedoeld in artikel 16 van het decreet van 8 februari 2018 en de artikelen 47 en 63 van de Algemene wet, worden verleend onder de volgende voorwaarden :

1° het kind voldoet aan de toekenningsvoorwaarden voorzien bij of krachtens de artikelen 5, § 2, en 16 van het decreet van 8 februari 2018 of aan de toekenningsvoorwaarden voorzien in de artikelen 47 en 63 van de algemene wet;

2° de gevolgen van de aandoening bedoeld in artikel 3, § 3, zijn begonnen voordat het kind geen kinderbijslag meer ontvangt omdat het de leeftijdsgrens heeft bereikt die bij of krachtens het decreet van 8 februari 2018 of de algemene wet is vastgesteld.

§ 2. De toeslagen bedoeld in artikel 16 van het decreet van 8 februari 2018 en artikel 47 van de algemene wet worden toegekend in functie van de ernst van de gevolgen van de aandoening.

Wanneer de eindevaluatie, bedoeld in artikel 3, § 2, zevende lid, zes minimumpunten bedraagt, worden de volgende bedragen, bedoeld in artikel 16, eerste lid, 2° tot 7°, van het decreet van 8 februari 2018, toegekend :

- a) 109,70 EUR voor een eindevaluatie van ten minste zes en ten hoogste acht punten;
- b) 255,99 EUR voor een eindevaluatie van ten minste negen punten en ten hoogste elf punten;
- c) 422,56 EUR voor een eindevaluatie van ten minste 12 punten en ten hoogste 14 punten;
- d) 480,48 EUR voor een eindevaluatie van ten minste 15 punten en ten hoogste 10 punten;
- e) 514,80 EUR voor een eindevaluatie van ten minste 18 punten en ten hoogste 20 punten;
- f) 549,12 EUR voor een eindevaluatie van meer dan 20 punten.

In afwijking van het tweede lid wordt het bedrag van 82,37 euro, bedoeld in artikel 16, eerste lid, 1°, van het decreet van 8 februari 2018, toegekend wanneer de lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van het kind overeenkomstig artikel 3, § 2, tweede lid, op ten minste vier punten wordt vastgesteld en de eindevaluatie bedoeld in artikel 3, § 2, zevende lid, lager is dan zes punten.

In afwijking van het tweede en derde lid wordt het bedrag van 422,56 euro, bedoeld in artikel 16, eerste lid, 4°, van het decreet van 8 februari 2018, toegekend wanneer :

1° de lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van het kind overeenkomstig artikel 3, § 2, tweede lid, wordt beoordeeld op ten minste vier punten, en dat;

2° de in artikel 3, § 2, lid 7, bedoelde eindevaluatie bedraagt ten minste zes punten en ten hoogste elf punten.

De bedragen bedoeld in de leden 2 tot 4 zijn gekoppeld aan de spilindex 103,04 (basis 2013 = 100), zoals bedoeld in de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Dezelfde toeslagen worden onder dezelfde voorwaarden verleend krachtens de artikelen 47 en 63 van de algemene wet.

**Art. 6.** De aanvragen om toeslagen bedoeld in artikel 16 van het besluit van 8 februari 2018 en in de artikelen 47 en 63 van de algemene wet worden ingediend bij het bevoegde fonds.

Het fonds onderzoekt of aan alle toekenningsvoorwaarden, met uitzondering van de voorwaarden met betrekking tot lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid en de gevolgen van de aandoening, is voldaan.

Het fonds stuurt elektronisch aan de door de minister aangewezen dienst, die de ontvangst van de aanvraag bevestigt, een aanvraag om een evaluatie van de gevolgen van de aandoening van het kind.

**Art. 7.** De gevolgen van de voorwaarde, bedoeld in artikel 16 van het besluit van 8 februari 2018 en de artikelen 47 en 63 van de algemene wet, worden beoordeeld door een evaluerende arts.

**Art. 8.** § 1. De evaluerende arts verzoekt de aanvrager of de arts van het kind om de medische, sociale en andere informatie en verslagen die hij noodzakelijk acht.

Om zijn beslissing te nemen, houdt de evaluerende arts rekening met :

- 1° zijn medische vaststellingen;
- 2° de medische, sociale en andere verslagen die hem zijn overgemaakt;
- 3° zijn gesprekken met het kind en de personen die vertrouwd zijn met de situatie van het kind.

Wanneer de aanvrager de gevraagde documenten of informatie niet binnen 30 dagen toezendt, zendt de evaluerende arts een herinnering.

§ 2. Om een beslissing te nemen, wordt een uitnodiging voor een onderzoek van het kind naar de aanvrager gestuurd. Indien hij niet verschijnt voor het onderzoek, wordt een tweede uitnodiging verstuurd. Indien hij ondanks de tweede uitnodiging niet verschijnt, neemt de evaluerende arts een beslissing op basis van de elementen die in het dossier voorkomen.

Indien de arts niet over voldoende informatie beschikt om een beslissing te kunnen nemen in verband met het dossier, stelt hij het bevoegde fonds daarvan in kennis. Het fonds beslist dat het kind geen recht heeft op kinderbijslag krachtens artikel 16 van het decreet van 8 februari 2018 of de artikelen 47 en 63 van de algemene wet.

Wanneer het kind om gezondheidsredenen zicht niet kan verplaatsen, wordt het onderzoek ter plaatse uitgevoerd.

De ouders of de wettelijke vertegenwoordiger van het kind en het kind mogen zich tijdens het onderzoek laten vergezellen door een vertrouwenspersoon, zoals bedoeld in de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt.

§ 3. Het resultaat van de evaluatie wordt binnen 90 dagen na ontvangst van de in artikel 6 bedoelde aanvraag door de evaluerende arts langs elektronische weg aan het fonds meegedeeld.

**Art. 9.** In afwijking van artikel 8, §§ 1 en 2, kan de evaluerende arts in de volgende gevallen uitsluitend op basis van de elementen in het dossier een beslissing nemen :

- 1° de aanvraag heeft betrekking op een kind met een aandoening die een bedreiging vormt voor zijn levensverwachting op korte termijn;
- 2° de aanvraag is een aanvraag tot herziening, bedoeld in artikel 10.

**Art. 10.** De begunstigden van de toeslag op de kinderbijslag krachtens artikel 16 van het decreet van 8 februari 2018 of de artikelen 47 en 63 van de algemene wet kunnen bij het bevoegde fonds een aanvraag tot herziening indienen. De herziening kan ook worden uitgevoerd op initiatief van de evaluerende arts.

De aanvraag tot herziening impliceert een nieuwe evaluatie van de gevolgen van de aandoening van het kind. Wanneer de nieuwe evaluatie een ander resultaat oplevert dan het vorige, besluit het bevoegde fonds om het verschil te betalen wanneer een hoger bedrag kan worden betaald.

**Art. 11.** Een nieuwe evaluatie van de gevolgen van de aandoening van het kind wordt ambtshalve uitgevoerd wanneer de beslissing van de evaluerende arts vervalt. Met het oog op deze herevaluatie verzoekt de evaluerende arts de aanvrager of de arts van het kind ten minste zes maanden voor het verstrijken van de beslissing om de door hem noodzakelijk geachte medische, sociale en andere informatie en verslagen.

De beslissing die het resultaat is van de in het eerste lid bedoelde herziening heeft uitwerking op de eerste dag van de maand volgende op die waarin de vorige beslissing verstrijkt.

**Art. 12.** De in artikel 10 bedoelde aanvragen tot herziening worden onderzocht overeenkomstig de artikelen 6, 7, 8 en 9.

**Art. 13.** De in artikel 11 bedoelde ambtshalve herzieningen worden onderzocht overeenkomstig de artikelen 7 en 8, §§ 1 en 2.

**Art. 14.** Dit besluit heeft uitwerking :

- op 1 januari 2019 voor de kinderen geboren tot en met 31 december 2019.

- op 1 januari 2020 voor kinderen geboren vanaf die datum.

**Art. 15.** De Minister bevoegd voor gezinsbijslagen is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 23 mei 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,  
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE  
ET AUTORITE FLAMANDE

[C – 2019/30816]

17 JUNI 2019. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 décembre 2018 relatif à l'octroi de distinctions honorifiques dans l'ordre de Léopold II à certains membres du personnel des administrations locales en Région flamande

L'arrêté royal du 17 juin 2019 dispose ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 2 décembre 2018 « relatif à l'octroi de distinctions honorifiques dans l'Ordre de Léopold II à certains membres du personnel des administrations locales en Région flamande », les mots

« M. MATTHIJS Marc Guillaume Marguerite Ghislain (Saint-Trond, 02/09/1952) Coordinateur planification et autorisations à l'administration communale de Saint-Trond Prise de rang : le 08/04/2017 » sont remplacés par les mots « Monsieur MATHIJS Marc Guillaume Marguerite Ghislain (Saint-Trond, 02/09/1952) Coordinateur planification et autorisations à l'administration communale de Saint-Trond, Prise de rang le 08/04/2017 ».

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, § 2, de l'arrêté royal précité du 2 décembre 2018, les mots « Mme PUT Arlette Maria Josephina (Heusden, 20/07/1953) Collaboratrice administrative à l'administration communale de Lummen Prise de rang : le 08/04/2013 » sont remplacés par les mots « Madame PUT Arletta Maria Josephina (Heusden, 20/07/1953) Collaboratrice administrative à l'administration communale de Lummen Prise de rang : le 08/04/2013 ».

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 2 décembre 2018.

**Art. 4.** Le Ministre des Affaires étrangères, ayant la gestion de l'Ordre dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER  
EN VLAAMSE OVERHEID

[C – 2019/30816]

17 JUNI 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 december 2018 houdende toekenning van onderscheidingen in de orde van Leopold II aan sommige personeelsleden van de lokale besturen in het Vlaams Gewest

Bij Koninklijk besluit van 17 juni 2019 wordt het volgende bepaald:

**Artikel 1.** In artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 2 december 2018 "houdende toekenning van eervolle onderscheidingen in de Orde van Leopold II aan sommige personeelsleden van de lokale besturen in het Vlaams Gewest", worden de woorden

"de heer MATTHIJS Marc Guillaume Marguerite Ghislain (Sint-Truiden, 02/09/1952) Coördinator planning en vergunningen bij het gemeentebestuur van Sint-Truiden Ranginname op 08/04/2017" vervangen door de woorden "de heer MATHIJS Marc Guillaume Marguerite Ghislain (Sint-Truiden, 02/09/1952) Coördinator planning en vergunningen bij het gemeentebestuur van Sint-Truiden Ranginname op 08/04/2017".

**Art. 2.** In artikel 1, § 2, van het voornoemd koninklijk besluit van 2 december 2018, worden de woorden "Mevrouw PUT Arlette Maria Josephina (Heusden, 20/07/1953) Administratief medewerker bij het gemeentebestuur van Lummen Ranginname op 08/04/2013" vervangen door de woorden "Mevrouw PUT Arletta Maria Josephina (Heusden, 20/07/1953) Administratief medewerker bij het gemeentebestuur van Lummen Ranginname op 08/04/2013".

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 2 december 2018.

**Art. 4.** De Minister van Buitenlandse Zaken, tot wiens bevoegdheid het beheer der Orde behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.